

fascisme autant que quiconque, mais je prétends que nous, les Alliés, sommes responsables en une large mesure du progrès de cette politique et de cette forme de gouvernement en ce pays. Il y a quelques jours, je citais un paragraphe qu'écrivait M. Lloyd George le 19 septembre 1932. Il résume si bien la situation que je me permets de le lire de nouveau :

Quand les délégués allemands montrèrent une hésitation toute naturelle à accepter ces conditions, qui réduisaient leur patrie à l'impotence au sein d'un monde armé, Clemenceau leur écrivit une lettre, au nom et à la demande de ses collègues, assurant les Allemands que leur désarmement serait considéré comme le prélude d'une réduction générale d'armements par les autres nations.

Cet engagement se trouve aussi exprimé dans le pacte de la Société des Nations. Il fut accepté par tous les signataires du traité et ratifié par leurs sénats.

Deux des quatre rédacteurs de cet engagement solennel ne sont plus: Clemenceau et Wilson. Il reste signor Orlando et moi. Etant l'un des deux survivants, j'accepte sans hésitation l'opinion allemande que les nations victorieuses ont effrontément manqué de foi sur la question des armements. Il m'étonnerait d'apprendre que mon corsuivant, Orlando, pense autrement de la turpitude des vainqueurs à cet égard.

Les Allemands se sont révoltés contre les agitateurs peu scrupuleux et les militaristes intrigants. Les hommes d'Etat de l'Allemagne ont témoigné durant treize ans une patience et une tolérance dignes du grand peuple qu'ils représentaient. Durant cette période, l'engagement qu'ils avaient signé dans une hêtire d'écrasante défaite était appliqué sans ménagements contre l'Allemagne et ses alliées, cependant que les autres parties au contrat se refusaient insolemment même à discuter l'exécution de leur partie de la convention.

Je suis heureux que nous puissions espérer de voir le jour où l'Allemagne jouira de nouveau de l'égalité avec les autres nations. Mieux aurait valu de réaliser cette égalité par la réduction de nos armements au niveau de ceux que nous permettions à l'Allemagne. Mais, puisque l'Allemagne ayant recours à la manière forte a décidé de réarmer, espérons que les autres nations ne tarderont pas à l'inviter à rentrer à la S.D.N. Que ce soit, comme certains observateurs anglais le prédisent, le premier pas dans la voie du désarmement.

Quelques mots maintenant à propos du Japon. L'an dernier, le 12 avril, j'ai esquissé brièvement l'action peu satisfaisante prise par le Canada au sujet de l'incident manchourien. Malgré la grande estime dans laquelle je tiens le secrétaire d'Etat (M. Cahan), je crois qu'il a commis une grave erreur en suivant, comme il l'a apparemment fait, la direction de sir John Simon. Je me souviens qu'à une question que j'ai posée au Gouvernement concernant cette affaire, le premier ministre a répondu que l'affaire étant *sub*

[M. Woodsworth.]

*judice* il ne fallait pas la discuter. Ce fut là, à mon sens, une attitude parfaitement absurde de la part d'un gouvernement. Nous avons alors l'occasion de prendre une position qui aurait pu produire des conséquences heureuses et de grande portée. Quant au discours de l'honorable M. Cahan, voici ce qu'à écrit le correspondant de *Headway*, le journal de l'Union britannique de la Société des Nations :

Vingt-trois pays, dont la France et l'Italie, ont supporté la thèse du rapport Lytton. . . trois: le Japon, la Grande-Bretagne et le Canada, ont marqué leur préférence pour le Japon. Le Canada, dans un discours curieux, appuya vigoureusement les deux côtés.

Dans *Interdependence*, le journal de l'Association canadienne de la Société des Nations, livraison de mars 1933, le professeur Soward a fait la critique vigoureuse qui suit :

Discours qui n'a pas une seule fois appuyé directement les principes de la Société des Nations, qui s'est départi de notre attitude du mois de mars dernier, qui a fait tomber sur la partie offensée le gros des reproches... L'attitude de M. Cahan ne cadre pas avec celle que M. Meighen a assumée à la Conférence impériale de 1921, lorsqu'il s'agissait du renouvellement de l'alliance anglo-nipponne.

A cette occasion, la Chambre se souvient, ce fut l'attitude du Canada qui en grande mesure déterminera la Grande-Bretagne à refuser de renouveler l'alliance. Le professeur Soward continue :

Les paroles douces prononcées à Genève en décembre n'eurent pour toute conséquence que la pénétration des troupes japonaises dans le Jehol en janvier. Que notre délégué fasse savoir que nous insistons sur le caractère sacré des traités et sur le maintien du système collectif et des principes de redressement proposés dans le rapport Lytton. Comme lord Lytton l'a bien dit, la Société des Nations est le garde-corps de la civilisation occidentale. Que personne ne puisse dire que le Canada a aidé à érailler ses cordons. Il faut que notre gouvernement déclare son attitude.

La conséquence de l'absence d'une attitude ferme de la part de la Grande-Bretagne s'est manifestée depuis dans la politique agressive du Japon. Il me semble qu'avant la clôture du présent débat le Gouvernement devrait nous communiquer un rapport de quelque sorte sur l'œuvre du comité consultatif chargé de suivre l'évolution de la situation sino-japonaise. Le Canada fait partie de ce comité consultatif. Quant à la présente situation dans l'Orient, permettez-moi de citer un paragraphe des observations du marquis de Lothian exprimées dans *International Affairs*, livraison de mars-avril 1935 :

J'aborde maintenant les difficultés de la position anglaise. Je ne veux pas discuter l'incident du Mandchoukouo, mais la Grande-Bretagne n'était certainement pas au premier rang pour le maintien du système collectif dans le Pacifique à cette occasion. M. Stimson était beaucoup plus